

MESSAGE N° 197 14 juin 2010
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret modifiant le
décret relatif au plan cantonal de soutien en vue
de contrer les effets de la crise dans le canton de
Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret modifiant le décret du 18 juin 2009 relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 Rappel

En date du 18 juin 2009, le Grand Conseil a adopté à l'unanimité (sans abstention) le décret N° 132 relatif au plan de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg (*BGC* 2009, p. 871ss et 889ss; ci-après: le décret). Ce décret prévoyait la répartition d'un montant de 50 millions de francs issus des comptes 2008 de l'Etat de Fribourg (décret N° 127 du 6 mai 2009 relatif au compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'année 2008; *BGC* 2009, p. 593sv) sur 24 mesures de relance, pour 39 805 000 francs (plus 5 millions de francs à engager ultérieurement), et une réserve de 5 195 000 francs. Cette réserve a été mise à la disposition du Conseil d'Etat afin de compléter les crédits prévus ou pour financer d'autres mesures. Le décret est entré en vigueur le 1^{er} août 2009.

Par la suite, deux autres mesures ont été ajoutées au plan de soutien. Il s'agit d'un plan de communication et d'une action de promotion des places d'apprentissage (action «Win-Win»), pour un montant total de 517 000 francs prélevés sur la réserve. En séance du 27 avril 2010, le Conseil d'Etat a encore fait usage de sa compétence à engager la réserve en octroyant un montant supplémentaire de 600 000 francs à la mesure N° 1 (Cours interentreprises) et 36 500 francs pour une action organisée dans le cadre d'une journée intercantonale visant à promouvoir les places d'apprentissage. Il a également accordé un crédit supplémentaire de 800 000 francs à la mesure N° 4 (Stages à l'Etat), pour en assurer le financement jusqu'en 2011, lors de sa séance du 1^{er} juin 2010.

1.2 Plan de soutien: rapport intermédiaire

1.2.1 Etat des mesures

A ce jour, le bilan qui peut être tiré se présente comme suit:

Mesure N° 1: Cours interentreprises

A la fin de l'année 2009, 8402 élèves se trouvaient en formation professionnelle. Cela représentait 382 contrats de plus qu'à pareille époque en 2008. Cette augmentation du nombre d'apprentis a eu pour conséquence que le crédit alloué à la mesure N° 1 ne sera pas suffisant pour couvrir la part supplémentaire de l'Etat dans le cadre du financement des cours interentreprises. L'insuffisance des moyens s'explique également par l'augmentation des forfaits pour certaines professions, ainsi que par la mise en place de cours interentreprises dans les professions de l'agriculture. Le Service de la formation professionnelle a estimé qu'il manquerait environ 600 000 francs pour

couvrir les engagements de l'Etat dans le cadre du plan de soutien. La mesure N° 1 déployant ses effets sur les années scolaires 2009/10 et 2010/11, une estimation définitive pourra être réalisée à la rentrée 2010/11, une fois connu le nombre d'apprentis en formation pour cette année scolaire. Néanmoins, comme déjà relevé, le Conseil d'Etat a déjà décidé l'allouer un montant de 600 000 francs supplémentaire à cette mesure.

Mesure N° 2: Allocation d'insertion professionnelle pour les jeunes (AIPJ)

L'allocation d'insertion professionnelle pour les jeunes a connu un grand succès. Ce ne sont pas moins de 120 jeunes qui ont ainsi été mis au bénéfice d'un contrat de travail grâce à l'aide financière offerte par le biais du plan cantonal de soutien à l'économie fribourgeoise aux employeurs intéressés. Le montant total des allocations versées se monte à 800 000 francs, à savoir le montant maximal à disposition sur le Fonds cantonal de l'emploi.

Il sied de relever que, depuis le 1^{er} janvier 2010, une AIPJ fédérale peut être offerte dans le cadre de la 3^e phase des mesures de stabilisation conjoncturelle de la Confédération. Toutefois, les conditions d'octroi ne sont pas les mêmes, puisque cette aide s'adresse aux demandeurs d'emploi inscrits à l'assurance-chômage depuis plus de 6 mois notamment. Les services concernés ont donc étudié la possibilité de compléter la mesure fédérale par une prolongation de la mesure cantonale. Cette analyse a conduit le Conseil d'Etat à proposer au Grand Conseil le présent décret (voir pt 3, ci-dessous).

Mesure N° 3: Apprentissages à l'Etat

Le Service du personnel et d'organisation a pris les dispositions nécessaires pour l'engagement d'apprentis supplémentaires. Dans ce but, il a entrepris de:

- recenser les formateurs au sein de l'Etat;
- établir la liste des services potentiels pour l'engagement d'apprentis;
- évaluer la répartition possible des 50 places supplémentaires.

Des tests d'aptitude pour les candidats à l'apprentissage ont eu lieu à la fin du mois de novembre 2009. Les services intéressés ont reçu des dossiers et les engagements sont actuellement en cours.

Mesure N° 4: Stages à l'Etat

Actuellement, 33 jeunes bénéficient de la mesure suite à un stage planifié par l'assurance-chômage. Les jeunes bénéficiant de ce type de contrat d'une durée déterminée de 6 mois voient leur contrat la plupart du temps prolongé de 6 mois (12 mois en tout). 11 autres jeunes stagiaires bénéficient également d'un contrat de stage dont le financement est assuré par le plan de soutien. Les jeunes bénéficiant de cette mesure se renouvellent constamment, étant donné qu'ils bénéficient d'un contrat d'au maximum une année; leur nombre se modifie donc sans cesse. Une trentaine de jeunes sont actuellement en permanence au bénéfice de cette mesure. Certains quittent la mesure un peu plus tôt car ils ont trouvé un emploi fixe, d'autres ont parfois l'opportunité d'être engagé avec un contrat de durée indéterminé à l'Etat, soit dans le Service où ils ont effectué leur stage ou dans une autre unité administrative.

A ce jour, le crédit octroyé à la mesure N° 3 est pratiquement épuisé. Le Conseil d'Etat a prolongé celle-ci pour

un montant supplémentaire de 800 000 francs, à percevoir sur la réserve.

Mesure N° 5: Jeunes en difficulté

Suite au rapport de la Commission pour les jeunes en difficulté, celle-ci a été appelée à établir la mise en œuvre des recommandations formulées dans son rapport et à déterminer les priorités. Par arrêté du 23 février 2010, le Conseil d'Etat a procédé à la nomination formelle des membres de la commission et a défini les tâches à réaliser par celle-ci. Plusieurs études ont déjà été initiées et des propositions précises relatives aux mesures préconisées seront formulées prochainement.

Mesure N° 6: Assurance perte de gain pour les demandeurs d'emploi

A ce jour, une vingtaine de demandeurs d'emploi bénéficient de cette mesure. Celle-ci connaît indéniablement un succès mitigé, malgré qu'elle ait fait l'objet de 2 publications via le plan de communication. Les services concernés (Caisse publique de chômage et Service public de l'emploi) ont procédé à une analyse des démarches à entreprendre afin d'en améliorer l'attractivité et d'en assurer la publicité auprès des demandeurs d'emploi. Il en ressort qu'un allègement des conditions d'attribution de la subvention pourrait permettre de rendre cette dernière plus intéressante pour les bénéficiaires. Ainsi une adaptation de la fortune ou de l'âge des bénéficiaires (actuellement, au maximum 75 000 francs et 45 ans révolus) est envisagée. Ces modifications seront reprises par la loi sur l'emploi et le marché du travail (projet transmis au Grand Conseil le 20 avril 2010), laquelle se substituera à la mesure N° 6.

Mesure N° 7: Formation pour les entreprises en réduction de l'horaire de travail (RHT)

A ce jour, 14 entreprises ont bénéficié de cette mesure pour 180 travailleurs. Un montant total de 198 529 francs a donc été dépensé. Les formations octroyées s'adressent soit à l'ensemble des collaborateurs, soit aux individus eux-mêmes. Il s'agit pour la plupart de formations de mise à niveau des connaissances techniques ou de formations sur de nouvelles technologies introduites dans les entreprises. Certaines entreprises en profitent également pour former des collaborateurs dans le domaine du contrôle de la qualité, en vue d'obtenir des certifications ISO. Compte tenu du peu d'intérêt que suscite cette mesure, des actions de communication sont prévues en vue de mieux la faire connaître. Des séances d'information pour les entreprises seront organisées cet automne, suivant le développement des demandes de RHT. Il est encore à souligner qu'actuellement 36 entreprises fribourgeoises sont autorisées à réduire leur horaire de travail par les autorités de l'assurance-chômage, pour un total de 1028 travailleurs.

Mesure N° 8: Guichet unique

Le «guichet unique» a été ouvert en date du 18 novembre 2009 sous l'appellation «Portail de relance». A ce jour, le portail n'a été contacté qu'à une huitantaine de reprises, ce qui signifie que des actions de communication doivent encore être entreprises pour le faire connaître. Le portail a été en mesure de répondre aux attentes des requérants dans tous les cas soumis, quand bien même 40 % de ceux-ci ne sont pas en lien direct avec le plan de soutien.

Mesure N° 9: Seed capital

Un groupe de travail composé de personnes issues de l'économie, des hautes écoles et de l'Etat s'est constitué en vue de la mise en place de la structure de Seed capital. Ce groupe a siégé pour la 1^{re} fois le 29 juin 2009. Il a eu pour tâche initiale d'établir un cahier des charges en vue de la recherche d'un partenaire pouvant assumer la gestion de la structure, ainsi que la recherche de fonds privés. Un appel d'offres a été publié au début du mois d'août 2009 par le biais de la *Feuille officielle*. Cinq entreprises ont proposé leurs services et un mandat de prestations a été conclu avec l'une d'entre elles. En parallèle, le groupe de travail a déterminé que la structure Seed capital prendrait la forme d'une fondation d'intérêt public. Les statuts de cette fondation ont été finalisés. De son côté, la Direction de l'économie et de l'emploi (ci-après: DEE) s'est chargée de la rédaction du règlement d'exécution du plan cantonal de soutien, tel que requis par le décret approuvé par le Grand Conseil. Le projet a été soumis au Conseil d'Etat le 2 mars 2010. La fondation a été créée le même jour sous le nom de SEED CAPITAL FRIBOURG. La première séance du Conseil de fondation a eu lieu le 14 avril 2010. A ce jour, 6 demandes de prêt ont été formulées auprès de la fondation et la fondation a pu répondre positivement à l'une de ces requêtes.

Mesure N° 10: Fonds d'innovation

Dès le début juillet 2009, les services de la DEE et de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (ci-après: DICS) se sont réunis pour mettre en place un concept relatif au fonds d'innovation. Un projet de règlement établi au mois de mars 2010 est en cours de finalisation et sera prochainement soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. Le fonds d'innovation devrait donc être opérationnel dès l'automne 2010.

Mesure N° 11: Fibre optique pour l'ensemble du canton

La mise en place du réseau cantonal de fibre optique a été officiellement lancée en date du 30 novembre 2009. Les câblages concernent le quartier de Torry, à Fribourg, ainsi que la commune de Neyruz (janvier 2010). Si l'évaluation de ce projet pilote s'avère positive, la pose de fibre optique sera progressivement introduite dans tout le canton. Comme mentionné dans le cadre des débats au Grand Conseil, un projet de décret séparé sera prochainement soumis à ce dernier.

Mesure N° 12: Routes cantonales

Les montants attribués servent à l'entretien des routes conformément au plan des priorités établi par le Service des ponts et chaussées. A ce jour, environ 2,935 millions de francs attribués à ce service ont été dépensés. Les travaux (effectués par 8 entreprises de génie civil) ont été effectués ou sont planifiés sur les tronçons suivants:

- Participation à des travaux réalisés à Massonnens
- Participation à des travaux réalisés à Ferpicloz
- Limite Vaud–Pont
- Orsonnens, bassin de rétention
- Barrage de Rossens–Praz Maubert
- Fribourg, Route du Moléson
- Fuyens
- Canalisation St.-Martin
- Crottes de Cheyres

- Romont, route de l'Industrie
- Montet–Mussillens
- Vallon
- Esmont
- Bundtels–Schmittlen
- Marly–Tentligen
- Guggersbach
- Marly–Rte de Bourguillon

Mesure N° 13: Bâtiments et constructions

Des travaux sont actuellement planifiés dans le secteur de l'Abbaye de Hauterive/Grangeneuve. Les montants attribués en faveur de la réfection des bâtiments du Réseau fribourgeois de santé mentale seront engagés dès cette année. Un montant de 400 000 francs a déjà été dépensé pour le raccordement au réseau de chauffage sur le site de Châtel et le remplacement de fenêtres.

Mesure N° 14: Assainissement énergétique des bâtiments

Selon l'accord entre l'Etat et la Fondation Centime Climatique, les frais d'exécution pour la période d'avril à juin 2009 s'élevaient à environ 15 000 francs. D'autre part, le Service des transports et de l'énergie (ci-après: STE) a alloué un montant de 1 115 000 francs pour 78 projets d'assainissement (énergie fossile) et 423 000 francs pour 23 projets d'assainissement (énergie non fossile). Les projets soutenus se montent dès lors à 1 538 000 francs, participation de la confédération comprise.

Mesure N° 15: Certification énergétique des bâtiments

A ce jour, une vingtaine de mesures ont été prises dans le cadre de la sensibilisation à la certification énergétique. Il s'agit principalement d'actions de communication (Foire de Fribourg, Comptoirs broyard et gruérien, flyers, etc.), pour un montant total d'environ 85 000 francs. Ainsi, 935 bons (financés par la Confédération et le canton) ont été distribués, afin que les propriétaires puissent profiter d'un examen énergétique subventionné de leur bâtiment, en vue de l'obtention du certification énergétique cantonale des bâtiments (CECB Plus).

Mesure N° 16: Energie solaire photovoltaïque

Cette mesure a permis de soutenir 274 projets d'installations solaires photovoltaïques. Les fonds mis à la disposition du plan de relance dans ce domaine sont épuisés depuis le mois de septembre 2009. En tout, cette mesure permettra d'installer 10 777 m² de panneaux solaires dans le canton, ce qui équivaut à 5 fois les surfaces actuellement exploitées. La production d'énergie électrique de ces installations est estimée de 1,5 million de kWh par année, ce qui représente la consommation annuelle d'environ 350 ménages.

Mesure N° 17: Projets «Cités de l'énergie»

Un mandat a été négocié avec une entreprise pour la création d'un concept d'accompagnement des communes en vue de l'obtention du label «cité de l'énergie». Les dépenses liées à ce mandat s'élèvent à environ 85 000 francs à ce jour. A la fin 2009, des engagements ont été pris pour le montant total prévu par le plan de soutien. Ces engagements concernent des mesures particulières au profit des communes, soit des audits énergétiques, l'aide à la réalisation des étapes en vue de la certification ou le

subventionnement d'analyses énergétiques particulières (éclairage public, etc.). Les communes disposent d'un délai à fin 2010 pour déposer leurs projets et, à ce jour, une trentaine d'entre elles ont déjà remis leurs dossiers.

Mesure N° 18: RER FR – Travaux préparatoires

Pour l'instant, la mesure a servi à financer les frais d'étude CFF pour l'amélioration de l'accès aux trains et la modernisation du point de croisement de Grolley. Les travaux d'études pour la nouvelle gare de croisement à Cheyres sont désormais également planifiés. Ceux-ci ont été évalués à un montant de 540 000 francs, dont 80 % seront à la charge du canton.

Mesure N° 19: Remplacement et assainissement de l'équipement

Aucun montant n'a pour l'heure été attribué par cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la mise sur pied du RER FR. Néanmoins plusieurs projets seront encore démarrés en 2010, selon la convention d'infrastructure passée entre l'Etat et les TPF.

Mesure N° 20: Halte St-Léonard

La mesure a servi à financer la participation cantonale aux frais d'étude de la future halte de St-Léonard. Cette participation se monte à 237 000 francs environ. Une convention de financement de cette infrastructure est en voie d'être signée entre le canton de Fribourg et les CFF. Quant aux travaux liés à la halte, ils seront répartis à raison de 35 % à la charge de l'Etat, 35 % à la charge des CFF et 30 % à la charge de l'agglomération. Cette répartition sera effectuée une fois connu le coût global du projet, au prorata des moyens déjà engagés par les partenaires concernés.

Mesure N° 21: Protection des biotopes et espèces

Une somme de 150 000 francs est attribuée à la construction d'une nouvelle pisciculture à Estavayer-le-Lac. L'étude de faisabilité est désormais terminée et le plan de financement est en cours d'établissement. Le Service des forêts et de la faune a prévu d'affecter un montant de 900 000 francs dans le budget 2011 (investissements) pour la construction de cette pisciculture. Les travaux relatifs au Hinterem Horn, situé sur les terres agricoles de Bellechasse, ont débuté. Les moyens engagés sur ce projet s'élèvent à 200 000 francs.

Mesure N° 22: Forêts

La remise en état d'infrastructures forestières et alpêtres est sujette à une planification détaillée. Les travaux auront lieu en 2010/11, à raison de 200 000 francs par année. Dans le cadre des mesures de stabilisation conjoncturelle, la Confédération a annoncé qu'elle financerait un montant supplémentaire de 300 000 francs pour le domaine «biodiversité en forêt» de la convention-programme 2008–2011. La part du canton de Fribourg a été estimée, dans un premier temps à un montant de 240 000 francs. Etant donné que la proportion entre le forfait financé par la Confédération et celui financé par le canton de Fribourg diffère d'une mesure à l'autre, la part cantonale prise en charge dans le cadre du plan de relance se montera, après attribution entre les différentes mesures à 270 000 francs. A ce jour, le montant des paiements effectués dans le cadre de cette mesure du plan de relance se montent à environ 396 000 francs. La construction d'un centre forestier en Singine est également financée par d'autres sources et s'intègre dans une procédure pi-

lotée par le Service des forêts et de la faune en accord avec le Service des bâtiments. Les travaux de construction ont débuté lundi 3 mai 2010. Le financement de ce centre forestier est entièrement assuré par le budget 2010 (y compris reports) et le plan de relance. Les travaux seront terminés à la fin de l'année, si tout se passe comme prévu.

Le projet de construction est déjà suivi indépendamment des mesures de relance économique. A ce jour, l'étude préliminaire est terminée et les plans sont prêts pour la mise à l'enquête. Le plan de financement est en cours d'établissement. Des moyens financiers supplémentaires sont recherchés en dehors du plan de relance.

Mesure N° 23: Aide structurelle à l'agriculture

Cinq projets ont été acceptés. Cela représente un investissement global de 3 629 000 francs. Les subventions fédérales allouées se sont élevées à 350 000 francs et la part cantonale correspondante à 400 000 francs. Tous les travaux sont en cours. Deux projets sont terminés et la globalité des subventions allouées a été versée. A mi-juin, les subventions versées correspondent pour la part fédérale à 276 100 francs et pour la part cantonale à 352 800 francs.

Mesure N° 24: Revitalisation de l'économie alpestre

Sites de production – chalets alpestres

Cinquante-deux chalets ont pu être subventionnés en deux lots, demandés par la Confédération. Le devis des travaux s'élève globalement à 1 228 000 francs. Les subventions fédérales sont de 257 400 francs et la part cantonale correspondante est de 497 000 francs. Ces travaux, objet de décisions, sont actuellement en cours d'exécution. A mi-juin, deux décomptes finaux ont été soumis par les maîtres d'ouvrages au Service de l'agriculture pour un montant de 50 000 francs.

Sites de production – adductions d'eau

Un premier lot de 14 projets a été subventionné au début de l'année 2010. Les décisions d'octroi des contributions fédérales et cantonales sont imminentes pour le 2^e lot de 17 chalets. Globalement, cela donne donc 31 projets pour un devis récapitulatif de 1 460 000 francs, 481 800 francs de subvention fédérale, 584 000 francs de subvention cantonale dont 146 000 francs au titre de mesure de relance. Les travaux sont en cours pour le 1^{er} lot, objet de décisions définitives. A mi-juin, aucun versement n'a été effectué.

Cave – Coopérative fribourgeoise des producteurs de fromage d'alpage

Le projet de cave à Charmey se poursuit, l'auteur du projet devant encore le chiffrer. Le choix final du site de construction est en cours d'élaboration. Des décisions seront prises durant l'été.

Mesure N° 25: Plan de communication

Cette mesure s'est achevée le 20 mai 2010 avec la publication de 18 pages parues dans les principaux journaux du canton, conformément aux décisions prises par le Conseil d'Etat. La Chancellerie d'Etat, responsable de cette mesure, est dans l'attente du bouclage financier. Il est néanmoins probable que cette mesure coûte moins que prévu. Les effets de cette mesure sur le public n'a pas fait l'objet d'une évaluation particulière. Par contre, les éditeurs des journaux concernés ont relevé que cette mesure avait apporté un soutien bienvenu à un secteur dure-

ment touché par la crise, notamment par le recul marqué de la commande d'annonces publicitaires en 2009.

Mesure N° 26: Action «Win-Win places d'apprentissage»

L'action «Win-Win places d'apprentissage» qui s'est achevée à l'automne 2009 a permis à 17 jeunes motivés de décrocher un contrat d'apprentissage ou de préapprentissage. Cette mesure consistait en un suivi particulier des intéressés, ainsi que leur mise en relation avec des entreprises susceptibles de les engager.

Mesure N° 27: Action «Journée intercantonale de l'apprentissage»

Le 5 mai 2010 s'est tenue la seconde journée de la promotion des places d'apprentissage. En partenariat avec 9 cantons (AG, BE, SO, ZH, ZG, SH, NE, JU), le canton de Fribourg a organisé, avec le concours des médias (et en particulier avec les radios locales), cette journée de promotion qui s'est centrée principalement sur la recherche de nouvelles places d'apprentissage avec comme slogan «La formation professionnelle, une chance à saisir!». Dans ce cadre, le Service de la formation professionnelle a proposé une action significative en faveur des jeunes et des entreprises sous la forme d'une mesure additionnelle concrétisée par un soutien financier symbolique aux entreprises du secteur privé pour chaque place d'apprentissage créée le jour de l'action. Pour chaque place nouvelle, un chèque «équipement» de 500 francs, pour équiper la place de travail du futur apprenti, a été octroyé aux entreprises qui auront signé un contrat d'apprentissage approuvé par le service avant le 31 août pour la rentrée 2010. Au cours de cette journée, 34 nouvelles places d'apprentissage ont été annoncées.

1.3 Plan de soutien: état des dépenses

A ce jour, le suivi financier du plan de soutien se présente comme suit:

N°	Mesure	Montants alloués			Etat actuel	
		Fri-bourg	Confédération	Total	Engagé	Dépensé
1	Cours interentreprises	3.500	0.000	3.500	3.500	1.777536
2	Allocation d'insertion professionnelle	0.800	0.000	0.800	0.800	0.306286
3	Places d'apprentissage à l'Etat	0.500	0.000	0.500	0.000	0.006347
4	Stages professionnels à l'Etat	3.000	3.000	6.000	2.170053	0.808207
5	Appui pour les jeunes en difficulté	0.760	0.084	0.844	0.844	0.054576
6	Perte de gain pour demandeurs d'emploi	0.300	0.000	0.300	0.000	0.053460
7	Formation continue pour entreprises en RHT	3.500	0.000	3.500	0.000	0.198529
8	Guichet unique	0.400	0.000	0.400	0.000	0.067855
9	Seed Capital	2.000	0.000	2.000	2.000	2.000
10	Fonds de soutien à l'innovation	3.000	0.000	3.000	3.000	0.000

N°	Mesure	Montants alloués			Etat actuel	
		Fri-bourg	Confédération	Total	Engagé	Dépensé
11	Fibre to the Home (fibre optique)	5.000	0.000	5.000	5.000	0.000
12	Routes cantonales	5.500	0.000	5.500	0.000	2.935342
13	Bâtiments et constructions	2.465	0.000	2.465	0.000	0.4000
14	Assainis. des bâtiments (cent. climatique)	1.000	1.000	2.000	1.538	0.506622
15	Assainis. des bâtiments – certificat énerg.	0.200	0.200	0.400	0.000	0.153397
16	Photovoltaïque	5.000	5.000	10.000	10.000	3.115695
17	Cité de l'énergie (promotion)	0.200	0.200	0.400	0.400	0.084744
18	RER FR Travaux préparatoires	3.090	0.770	3.860	0.260	0.000
19	Remplacement et assainis. équipement	1.010	1.140	2.150	0.000	0.000
20	Halte de St-Léonard (frais d'étude)	0.490	0.000	0.490	0.260	0.254654
21	Protection des biotopes et des espèces	1.650	0.812	2.462	0.350	0.873776
22	Forêts	0.890	0.300	1.190	0.270	0.396300
23	Aide structurelle à l'agriculture	0.400	0.350	0.750	0.750	0.628900
24	Revitalisation de l'économie alpestre	1.500	0.739	2.239	0.528	0.032305
25	Plan de communication	0.500	0.000	0.500	0.450	0.381252
26	Win-Win places d'apprentissage	0.017	0.000	0.017	0.017	0.017
27	Journée intercantonale de l'apprentissage	0.036	0.000	0.036	0.036	0.000
	TOTAL	46.708	13.595	60.303	32.173	15.052783

1.4 Appréciation intermédiaire

Une appréciation intermédiaire permet de conclure que les mesures ont porté leurs fruits. Par exemple, il est à relever que le canton de Fribourg a réussi à contenir son taux de chômage en-dessous de la moyenne nationale, celui-ci demeurant inférieur aux autres cantons romands. Il n'est certes pas aisé de déterminer dans quelle mesure le plan de soutien a influencé la conjoncture fribourgeoise. Or il est manifeste que certaines mesures (notamment la mesure N° 2 et la mesure N° 25) ont eu pour effet de prévenir le chômage, soit en permettant à des jeunes de trouver un emploi, soit en évitant des licenciements. Il paraît également évident que les investissements consentis dans le cadre du plan de soutien ont également permis de maintenir l'emploi dans certains secteurs. Néanmoins, compte tenu des incertitudes liées aux effets du plan, une étude scientifique sur cette question a été initiée. Le Grand Conseil sera informé des résultats de cette étude dès que celle-ci sera achevée.

1.5 Prolongation de la mesure N° 2 (allocation d'insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation): état de la situation

Informations générales

L'AIPJ (Allocation d'insertion) est régie actuellement par le décret du 18 juin 2009 relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg, aux articles 3 à 6. Cette allocation est octroyée, en application de l'article 4 du décret, pour les contrats de travail portant sur une durée minimale d'un an et dont le début intervient entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2009. Le règlement du 18 août 2009 d'exécution du plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg prévoit qu'il échoit à l'épuisement du montant prévu par le décret, mais au plus tard le 31 décembre 2013. Toutefois, en application de l'article 4 du décret, cette mesure ne peut plus être octroyée actuellement.

Comme cela a été exposé ci-dessus, la mesure a connu un grand succès. Ce ne sont pas moins de 120 jeunes qui ont ainsi été mis au bénéfice d'un contrat de travail grâce à l'aide financière offerte par le biais du plan cantonal de soutien à l'économie fribourgeoise aux employeurs intéressés. Le montant total des allocations versées avoisinent les 800 000 francs, à savoir le montant maximal mis à disposition de la mesure sur le Fonds cantonal de l'emploi.

Aussi, il paraît important de prolonger l'octroi de cette aide dans le temps, à savoir du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2011. En effet, en plus du succès qu'a connu la mesure cantonale, il sied de relever que, depuis le 1^{er} janvier 2010, une AIPJ fédérale peut être offerte dans le cadre de la 3^e phase des mesures de stabilisation conjoncturelle de la Confédération. Toutefois, comme le décrit le tableau ci-dessous, les conditions d'octroi ne sont pas identiques:

	AIPJ FÉDÉRALE	AIPJ CANTONALE selon le plan de soutien du 18 juin 2009
Base légale	Art. 2 LStab Art. 8, 16, 65 et 66 LACI	Art. 3 à 6 du décret Règlement d'exécution
Conditions d'octroi	<ol style="list-style-type: none"> La personne engagée doit avoir moins de 30 ans Elle satisfait au moins depuis 6 mois aux conditions posées pour le droit aux indemnités chômage Elle bénéficie de peu d'expérience professionnelle (moins de 12 mois d'expérience) Elle ne bénéficie pas déjà d'une allocation d'initiation au travail ou d'une allocation de formation au sens des articles 65 et 66 LACI Le contrat de travail offert est de durée indéterminée Le salaire convenu est conforme à l'usage professionnel et local 	<ol style="list-style-type: none"> Idem Cette obligation n'est pas prévue La personne engagée doit avoir achevée sa formation professionnelle ou ses études par l'obtention d'un titre ou d'un certificat depuis moins de 12 mois Cette condition n'est pas prévue, comme le bénéficiaire n'a pas à être inscrit au chômage Contrat de travail d'au moins un an Idem

	AIPJ FÉDÉRALE	AIPJ CANTONALE selon le plan de soutien du 18 juin 2009
Aide financière	1000 francs par mois pour un emploi à plein temps réduction proportionnelle si emploi à temps partiel	20% du salaire brut mensuel, au maximum 1000 francs par mois
Durée	6 mois maximum, pour autant que le délai-cadre de l'assuré soit ouvert	6 mois maximum
Effets dans le temps	Dès le 1 ^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011	Porte sur les contrats entrés en vigueur entre le 1 ^{er} juillet et le 31 décembre 2009.

Au vu de ce qui précède, les deux mesures, cantonale et fédérale, sont parfaitement complémentaires.

Nécessité de la combinaison entre la mesure fédérale et la mesure cantonale

Si les bénéficiaires de l'AIPJ fédérale doivent être inscrits au chômage et remplir les conditions posées à l'obtention des indemnités de l'assurance-chômage, il n'en va pas de même de l'AIPJ cantonale. Cette condition à l'aide fédérale paraît être un frein important, puisque celle-ci n'est donc pas destinée aux jeunes qui vont terminer leur apprentissage ou leurs études, puisque ceux-ci ne sont pas encore inscrits au chômage. Elle ne peut par conséquent être envisagée pour ces futurs jeunes diplômés, même si des employeurs sont intéressés, moyennant une aide financière, à leur proposer un emploi. Le Service public de l'emploi s'est ainsi vu contraint à plusieurs reprises de refuser l'octroi d'une AIPJ fédérale, alors qu'une AIPJ cantonale aurait pu être accordée.

En reconduisant la mesure cantonale, il serait donc possible d'assurer la complémentarité entre la lutte contre le chômage des jeunes, telle qu'aménagée par l'AIPJ fédérale, et la prévention du chômage auprès de cette partie des travailleurs, par ailleurs fragilisée sur le marché de l'emploi. Au vu de l'expérience réalisée en la matière et de l'effet incitatif de la mesure cantonale sur les entreprises, cette complémentarité présente également **l'avantage d'éviter à un certain nombre de jeunes de devoir être inscrit au chômage durant 6 mois avant de pouvoir bénéficier de l'aide fédérale et de trouver un emploi**. Le Conseil d'Etat est ainsi d'avis que le recours de jeunes diplômés sortant de formation aux prestations de l'assurance-chômage doit être évité.

Enfin, il est à relever que le règlement du 18 août 2009 d'exécution du plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg (insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation; RSF 900.64) devra être modifié. D'une part, et contrairement à ce qui a été prévu initialement, le montant de l'allocation ne correspondra plus à 20 % du salaire brut, jusqu'à un maximum de 1000 francs, comme le prévoit l'article 4 du règlement dans sa version actuelle. Afin que les mesures fédérales et cantonales soient équivalentes, il est prévu que le montant de l'allocation s'élève à 1000 francs par mois et par contrat de travail. Ce montant sera par contre réduit proportionnellement au taux d'occupation en cas d'emploi à temps partiel.

1.6 Prolongation de la mesure: durée et coûts

Comme mentionné ci-dessus, une prolongation de la mesure AIPJ paraît donc opportune, à partir du 1^{er} juillet

2010, jusqu'au 31 décembre 2011. Le coût de cette prolongation est estimé à 1 million de francs, ce qui permettrait à environ 150 jeunes diplômés supplémentaire d'en bénéficier sur la période 2010/2011. Ce montant pourrait être mis à la charge du Fonds cantonal de l'emploi, comme cela a été le cas dans le cadre du plan de soutien (800 000 francs prélevés sur ce fonds). La dotation du fonds paraît à ce titre suffisante, puisqu'au 31 décembre 2009 (soit à l'échéance de la mesure AIPJ selon le décret), le solde de celui-ci s'élevait à environ 11 millions de francs.

1.7 Referendum

Dès lors qu'il n'entraînera pas une dépense nouvelle notable dépassant la limite de référence, le projet de décret qui sera adopté par le Grand Conseil ne sera pas soumis au referendum financier facultatif (moins de 8 283 734 francs; cf. ordonnance du 26 mai 2010 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat; RSF 612.21). Il ne sera pas non plus soumis au referendum législatif.

2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 1 Modification du décret du 18 juin 2009

Art. 4

Actuellement, le décret prévoit que l'allocation est octroyée aux contrats de travail entrés en vigueur entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2009.

La reconduction dans le temps des effets de l'AIPJ cantonale telle qu'envisagée requiert une modification de l'article 4 du décret, dans le sens que l'octroi de l'allocation porte sur les contrats de travail dont le début intervient après le 1^{er} juillet **2010** et avant le 31 décembre **2011**, qui correspond à l'échéance de la mesure fédérale.

De plus, un nouvel alinéa 2 prévoit qu'au cas où l'AIPJ fédérale est accordée, l'aide cantonale reposant sur le décret ne peut être allouée.

Art. 5 al. 2

La modification de l'article 5 al. 2 du décret tient compte du montant supplémentaire de 1 million de francs qui est nécessaire. Ce dernier montant sera financé par le biais du Fonds cantonal de l'emploi et prélevé en fonction des besoins sur le Fonds pour les exercices 2010 et 2011. Le montant maximal prévu par l'article 5 al. 2 du décret passe donc de 800 000 francs à 1 800 000 francs.

Art. 2 Entrée en vigueur

L'entrée en vigueur du présent décret est fixée au 1^{er} juillet 2010, date qui correspond au début de la période durant laquelle l'allocation cantonale pourra à nouveau être requise.

Le Conseil d'Etat invite dès lors le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 197 14. Juni 2010
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf zur Änderung des Dekrets
über den kantonalen Plan zur Stützung der
Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton
Freiburg

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf zur Änderung des Dekrets vom 18. Juni 2009 über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg.

1. ALLGEMEINES

1.1 Rückblick

Am 18. Juni 2009 verabschiedete der Grosse Rat einstimmig (ohne Enthaltungen) das Dekret Nr. 132 über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg (*TGR* 2009, S. 871ff und 889ff; das Dekret). Dieses Dekret sah vor, von den 50 Millionen Franken, die im Rahmen der Staatsrechnung 2008 bereitgestellt wurden (Dekret Nr. 127 vom 6. Mai 2009 zur Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2008; *TGR* 2009, S. 593f.), 39 805 000 Franken auf 24 Wiederankurbelungsmassnahmen aufzuteilen (sowie 5 Millionen Franken für später bereitzustellen) und eine Reserve von 5 195 000 Franken aufzustellen. Diese Reserve wurde dem Staatsrat zur Verfügung gestellt, damit er die vorgesehenen Kredite ergänzen oder weitere Massnahmen finanzieren kann. Das Dekret ist am 1. August 2009 in Kraft getreten.

Später wurden dem Plan zur Stützung der Wirtschaft zwei weitere Massnahmen hinzugefügt. Es handelt sich um einen Kommunikationsplan und eine Lehrstellenförderaktion (Aktion «Win-Win») in der Höhe von insgesamt 517 000 Franken, die über die Reserve finanziert wurden. Der Staatsrat hat ausserdem an seiner Sitzung vom 27. April 2010 von seiner Kompetenz, die Reserve zu nutzen, erneut Gebrauch gemacht, und hat der Massnahme Nr. 1 (überbetriebliche Kurse) einen zusätzlichen Betrag von 600 000 Franken zugesprochen und für eine Aktion im Rahmen eines interkantonalen Lehrstellentags 36 500 Franken gewährt. Er hat ferner an seiner Sitzung vom 1. Juni 2010 einen Zusatzkredit von 800 000 Franken für die Massnahme Nr. 4 gewährt, um ihre Finanzierung bis 2011 zu gewährleisten.

1.2 Plan zur Stützung der Wirtschaft: Zwischenbericht

1.2.1 Stand der Massnahmen

Am heutigen Tag kann folgende Bilanz gezogen werden:

Massnahme Nr. 1: Überbetriebliche Kurse

Ende 2009 waren 8402 Personen in Berufsbildung. Dies sind 382 Verträge mehr als im Vorjahr. Dies hat zur Folge, dass der für die Massnahme Nr. 1 gewährte Kredit nicht ausreichen wird, um den zusätzlichen Anteil des Staats an der Finanzierung der überbetrieblichen Kurse zu decken. Ausserdem sind in bestimmten Berufen die Pauschalen gestiegen und in den landwirtschaftlichen Berufen werden neu auch überbetriebliche Kurse angeboten. Das Amt für Berufsbildung geht davon aus, dass

etwa 600 000 Franken fehlen werden, um den Verpflichtungen des Staats im Rahmen des Stützungsplans nachkommen zu können. Die Massnahme Nr. 1 gilt für die Schuljahre 2009/10 und 2010/11, so dass eine definitive Schätzung erst auf Schulbeginn 2010/11 aufgestellt werden kann, wenn die Zahl der Lernenden für dieses Schuljahr bekannt ist. Wie bereits erwähnt, hat der Staatsrat beschlossen, einen zusätzlichen Betrag von 600 000 für diese Massnahme einzusetzen.

Massnahme Nr. 2: Zuschüsse für die berufliche Eingliederung von Jugendlichen mit abgeschlossener Ausbildung (ZbEJ)

Die Zuschüsse für die berufliche Eingliederung von Jugendlichen hatten grossen Erfolg. Nicht weniger als 120 Jugendliche erhielten einen Arbeitsvertrag dank der finanziellen Unterstützung, die den interessierten Arbeitgebern über den kantonalen Plan zur Stützung der Freiburger Wirtschaft gewährt wurde. Der Gesamtbetrag der ausgezahlten Zuschüsse beläuft sich auf 800 000 Franken, was dem Höchstbetrag entspricht, der über den kantonalen Beschäftigungsfonds bereitgestellt wurde.

Seit dem 1. Januar 2010 bietet der Bund im Rahmen der 3. Stufe der Stabilisierungsmassnahmen ebenfalls Finanzhilfen zur Förderung des Einstiegs in den Arbeitsmarkt. Die Bedingungen für deren Gewährung sind jedoch nicht die gleichen, da unter anderem vorausgesetzt wird, dass die betroffene Person seit über sechs Monaten bei der Arbeitslosenversicherung als arbeitslos gemeldet ist. Die betroffenen Dienststellen haben deshalb die Möglichkeit geprüft, die Massnahme des Bundes durch eine Verlängerung der kantonalen Massnahme zu ergänzen. Diese Analyse hat den Staatsrat dazu veranlasst, dem Grossen Rat das vorliegende Dekret zu unterbreiten (siehe Pt. 3 weiter unten).

Massnahme Nr. 3: Lehrstellen in der Kantonsverwaltung

Das Amt für Personal und Organisation hat die nötigen Massnahmen getroffen, um zusätzliche Lernende anzustellen. Zu diesem Zweck hat es:

- alle Berufsbildnerinnen und Berufsbildner bei der Kantonsverwaltung erfasst;
- eine Liste der Dienststellen aufgestellt, die Lernende ausbilden könnten;
- die mögliche Verteilung der 50 zusätzlichen Lehrstellen abgeklärt.

Im November 2009 wurden Fähigkeitstests für Lehrstellenanwärter durchgeführt. Die interessierten Dienststellen haben Bewerbungsdossiers erhalten und die Anstellungen sind zurzeit im Gange.

Massnahme Nr. 4: Berufspraktika in der Kantonsverwaltung

Zurzeit nutzen 33 Jugendliche diese Massnahme mittels eines über die Arbeitslosenversicherung geplanten Praktikums. Die Jugendlichen, die im Genuss dieses sechsmonatigen Vertrags stehen, können diesen meist um weitere sechs Monate verlängern (auf insgesamt 12 Monate). 11 weitere junge Praktikantinnen und Praktikanten erhielten ebenfalls einen Praktikumsvertrags, dessen Finanzierung über den Plan zur Stützung der Wirtschaft sichergestellt wird. Die Jugendlichen, die im Genuss dieser Massnahme stehen, wechseln ständig, da sie über einen Vertrag von höchstens einem Jahr verfügen. Damit ändert sich ihre

Zahl unablässig. Insgesamt nehmen stets rund dreissig Jugendliche an einem derartigen Praktikum teil. Einzelne verlassen die Massnahme etwas früher, da sie eine feste Stelle gefunden haben. Andere erhalten eine unbefristete Anstellung beim Kanton entweder in der Dienststelle, in der sie ihr Praktikum absolviert haben, oder in einer anderen Verwaltungseinheit.

Zum heutigen Zeitpunkt ist der für die Massnahme Nr. 4 gewährte Kredit praktisch aufgebraucht. Der Staatsrat prüft zurzeit, ob die Massnahme verlängert und ein zusätzlicher Betrag von 800 000 Franken aus der Reserve eingesetzt werden soll.

Massnahme Nr. 5: Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten

Infolge des Berichts der Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten wurde die Kommission beauftragt, die Empfehlungen umzusetzen, die sie in ihrem Bericht aufgestellt hat und die Prioritäten festzulegen. Mit Beschluss vom 23. Februar 2010 ernannte der Staatsrat die Mitglieder der Kommission neu und definierte ihre Aufgaben. Mehrere Studien wurden bereits in Angriff genommen und genaue Vorschläge über die zu treffenden Massnahmen werden demnächst unterbreitet werden.

Massnahme Nr. 6: Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende

Bis heute stehen rund zwanzig Stellensuchende im Genuss dieser Massnahme. Der Erfolg ist somit eher verhalten, obwohl im Rahmen des Kommunikationsplans die Massnahme in zwei Veröffentlichungen vorgestellt wurde. Die betroffenen Dienststellen (Arbeitslosenkasse und Amt für den Arbeitsmarkt) haben Möglichkeiten geprüft, um die Massnahme attraktiver und bei den Stellensuchenden bekannter zu machen. Die Analyse ergab, dass die Bedingungen für die Gewährung von Subventionen gelockert werden müssten, um die Massnahme für die Leistungsempfänger interessanter zu machen. Eine Anpassung bezüglich des Vermögens und des Alters (zurzeit höchstens 75 000 Franken und ab 45 Jahren) wird ins Auge gefasst. Das Gesetz über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (der Gesetzesentwurf wurde am 20. April 2010 an den Grossen Rat übermittelt), das die Massnahme Nr. 6 als permanente kantonale Massnahme einführen wird, sieht bereits entsprechende Anpassungen vor.

Massnahme Nr. 7: Weiterbildung in Betrieb mit Kurzarbeit (KA)

Bis heute haben 14 Betriebe für 180 Angestellte diese Massnahme genutzt. Ein Betrag von insgesamt 198 529 Franken wurde ausgegeben. Bei den gewährten Massnahmen handelt es sich entweder um kollektive Kurse für alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter oder um individuelle Kurse, die in den meisten Fällen zur Aktualisierung der technischen Kenntnisse oder zur Information über neue Technologien dienen, die im Unternehmen eingeführt worden sind. Gewisse Unternehmen nutzen ausserdem die Gelegenheit, um im Hinblick auf eine ISO-Zertifizierung gewisse Angestellte im Bereich der Qualitätssicherung auszubilden. Angesichts des geringen Interesses, auf das diese Massnahme gestossen ist, ist eine Informationskampagne geplant, die ihre Bekanntheit verbessern soll. Je nach Entwicklung der Anträge um Kurzarbeit werden für die Unternehmen im kommenden Herbst Informationssitzungen durchgeführt werden. Zurzeit haben die Behörden der Arbeitslosenversicherung 36

Freiburger Betrieben eine Bewilligung gegeben, für insgesamt 1028 Arbeitnehmende Kurzarbeit einzuführen.

Massnahme Nr. 8: Zentrale Anlaufstelle

Die zentrale Anlaufstelle wurde am 18. November 2009 unter dem Namen «Portal Wiederankurbelung» eröffnet. Bis jetzt wurde das Portal nur etwa achtzigmal kontaktiert, was bedeutet, dass sein Bekanntheitsgrad noch verbessert werden muss. Das Portal war in der Lage, in allen Fällen, die ihm unterbreitet wurden, den Erwartungen der Antragsteller zu entsprechen, obwohl 40 % der Fälle keinen direkten Bezug zum Plan zur Stützung der Wirtschaft hatten.

Massnahme Nr. 9: Seed Capital

Eine Arbeitsgruppe von Vertretern aus der Wirtschaft, den Hochschulen und dem Staat wurde eingesetzt, um die Seed-Capital-Struktur aufzustellen. Die erste Sitzung dieser Arbeitsgruppe fand am 29. Juni 2009 statt. Ihre erste Aufgabe war es, ein Pflichtenheft zu erstellen, damit ein Partner gesucht werden kann, der die Verwaltung der Einrichtung und die Suche nach privaten Mitteln übernehmen kann. Anfang August 2009 wurde über das *Amtsblatt* eine öffentliche Ausschreibung durchgeführt. Fünf Unternehmen haben eine Offerte unterbreitet und einem von ihnen wurde ein Leistungsauftrag vergeben. Gleichzeitig legte die Arbeitsgruppe fest, dass die Seed-Capital-Struktur in Form einer gemeinnützigen Stiftung errichtet werden soll. Die Statuten dieser Stiftung wurden verfasst, während die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) das Ausführungsreglement zum Plan zur Stützung der Wirtschaft aufstellte, wie vom Dekret des Grossen Rats verlangt. Der Reglementsentwurf wurde dem Staatsrat am 2. März 2010 unterbreitet. Die Stiftung wurde am gleichen Tag unter dem Namen SEED CAPITAL FREIBURG gegründet. Die erste Sitzung des Stiftungsrats fand am 14. April 2010 statt. Bis heute hat die Stiftung 6 Anträge um Darlehen erhalten und einen davon bewilligt.

Massnahme Nr. 10: Innovationsfonds

Ab Anfang Juli 2009 kamen die Dienststellen der VWD und der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) zusammen, um ein Konzept für den Innovationsfonds aufzustellen. Ein Reglementsentwurf wurde im März 2010 aufgestellt. Er wird zurzeit fertig ausgearbeitet. Er wird dem Staatsrat demnächst zur Genehmigung unterbreitet werden. Der Innovationsfonds sollte also ab Herbst 2010 einsatzbereit sein.

Massnahme Nr. 11: Glasfasernetz für den ganzen Kanton

Die Errichtung des kantonalen Glasfasernetzes wurde am 30. November 2009 offiziell gestartet. Die Verkabelung betrifft das Torry-Quartier in Freiburg sowie die Gemeinde Neyruz (Januar 2010). Falls die Ergebnisse dieses Pilotprojekts positiv ausfallen, wird das Glasfasernetz progressiv im ganzen Kanton verlegt werden. Wie im Rahmen der Debatte im Grossen Rat erwähnt, wird ihm demnächst ein separater Dekretsentwurf dazu vorgelegt werden.

Massnahme Nr. 12: Kantonalstrassen

Die zugesprochenen Beträge dienen dem Strassenunterhalt gemäss der Prioritätenliste des Tiefbauamts. Bis heute wurden etwa 2,935 Millionen Franken ausgegeben. Die Arbeiten (ausgeführt von 8 Tiefbauunternehmen) wurden auf folgenden Strecken ausgeführt oder sind geplant:

- Beteiligung an Arbeiten in Massonnens
- Beteiligung an Arbeiten in Ferpicloz
- Grenze zum Kanton Waadt–Pont
- Orsonnens, Rückhaltebecken
- Stauwerk Rossens–Praz Maubert
- Freiburg, Route du Moléson
- Fuyens
- St.-Martin, Kanalisation
- Crottes de Cheyres
- Romont, route de l'Industrie
- Montet–Mussillens
- Vallon
- Esmont
- Bundtels–Schmitten
- Marly–Tentligen
- Gugersbach
- Marly–Rte de Bourguillon

Massnahme Nr. 13: Hochbau

Zurzeit sind Arbeiten im Sektor der Abtei Altenryf/Grangeneuve geplant. Die Beträge für die Instandstellung der Gebäude des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit werden ab diesem Jahr eingesetzt werden. Ein Betrag von 400 000 Franken wurde bereits für den Anschluss des Standorts Châtel ans Heizungsnetz und den Ersatz von Fenstern ausgegeben.

Massnahme Nr. 14: Energetische Gebäudesanierungen

Gemäss der Vereinbarung zwischen dem Kanton und der Stiftung Klimarappen beliefen sich die Vollzugskosten für den Zeitraum von April bis Juni 2009 auf etwa 15 000 Franken. Ausserdem sprach das Amt für Verkehr und Energie (VEA) einen Betrag von 1 115 000 Franken für 78 Sanierungsprojekte (fossile Energieträger) und einen Betrag von 423 000 Franken für 23 Sanierungsprojekte (nicht fossile Energieträger). Die unterstützten Projekte kommen somit auf 1 538 000 Franken zu stehen, einschliesslich des Beitrags des Bundes.

Massnahme Nr. 15: Gebäudeenergieausweis

Bis heute wurden rund zwanzig Massnahmen im Rahmen der Sensibilisierung für den Gebäudeenergieausweis getroffen. Es handelt sich dabei hauptsächlich um Informationskampagnen (Messe Freiburg, Comptoir broyard und Comptoir gruérien, Flyer usw.) – dies für einen Gesamtbetrag von etwa 85 000 Franken. So wurden 935 Gutscheine verteilt (die vom Bund und vom Kanton gemeinsam finanziert wurden), um den Hauseigentümern im Hinblick auf die Ausstellung eines kantonalen Gebäudeenergieausweises (GEAK Plus) einen Beitrag an die energetische Prüfung ihres Gebäudes zu leisten.

Massnahme Nr. 16: Photovoltaik

Diese Massnahme erlaubte es, 274 Projekte von photovoltaischen Solaranlagen zu unterstützen. Die über den Plan zur Stützung der Wirtschaft zur Verfügung gestellten Mittel sind seit September 2009 aufgebraucht. Dank dieser Massnahme können 10 777 m² Solarzellen im Kanton installiert werden, was bedeutet, dass die aktuell genutzte Fläche um das Fünffache gesteigert wird. Die

Stromproduktion dieser Anlagen wird auf 1,5 Mio. kWh pro Jahr geschätzt, was dem Jahresverbrauch von etwa 350 Haushalten entspricht.

Massnahme Nr. 17: «Energierstadt»-Projekte

Ein Unternehmen hat den Auftrag erhalten, ein Begleitkonzept für Gemeinden aufzustellen, die das «Energierstadt-Label» erlangen möchten. Die Ausgaben in Verbindung mit diesem Auftrag belaufen sich bis heute auf etwa 85 000 Franken. Bis Ende 2009 erreichten die gesamten eingegangenen Verpflichtungen den im Plan zur Stützung der Wirtschaft vorgesehenen Höchstbetrag. Die Verpflichtungen beinhalten besondere Massnahmen zugunsten der Gemeinden wie etwa Energie-Audits, Unterstützung bei der Realisierung bestimmter Phasen für die Zertifizierung oder Beiträge an besondere energetische Analysen (Strassenbeleuchtung usw.). Die Gemeinden haben bis Ende 2010 Zeit, um ihre Projekte vorzulegen. Bis heute haben rund dreissig Gemeinden ihr Dossier bereits vorgelegt.

Massnahme Nr. 18: Vorbereitungsarbeiten S-Bahn Freiburg

Bis jetzt hat die Massnahme dazu gedient, die Studienkosten der SBB für die Verbesserung des Zugangs zu den Zügen und für die Modernisierung der Kreuzungsstelle in Grolley zu finanzieren. Studienarbeiten für den neuen Kreuzungsbahnhof in Cheyres sind inzwischen ebenfalls geplant. Deren Kosten werden auf etwa 540 000 Franken geschätzt, davon gehen 80 % zulasten des Kantons.

Massnahme Nr. 19: Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur

Bis jetzt wurden noch keine Gelder für diese Massnahme verwendet, die im Zusammenhang mit dem Projekt der S-Bahn Freiburg steht. Gestützt auf die Infrastrukturvereinbarung zwischen dem Kanton und den TPF werden jedoch 2010 noch verschiedene Projekte in Angriff genommen.

Massnahme Nr. 20: Haltestelle St-Léonard

Die Massnahme hat dazu gedient, den Anteil des Kantons an den Planungskosten für die künftige Haltestelle St-Léonard zu finanzieren. Dieser Anteil beträgt etwa 237 000 Franken. Eine Vereinbarung zwischen dem Kanton Freiburg und den SBB für die Finanzierung dieser Infrastruktur steht kurz vor der Unterzeichnung. Die Arbeiten im Zusammenhang mit der Haltestelle werden zu 35 % vom Kanton, zu 35 % von den SBB und zu 30 % von der Agglomeration finanziert. Diese Aufteilung erfolgt, sobald die gesamten Kosten des Projekts bekannt sind, und zwar unter Berücksichtigung der Mittel, die die betroffenen Partner bereits dafür aufgewendet haben.

Massnahme Nr. 21: Biotop- und Artenschutz

Ein Betrag von 150 000 Franken ist für den Bau einer neuen Fischzucht in Estavayer-le-Lac vorgesehen. Die Machbarkeitsstudie ist abgeschlossen und der Finanzplan wird zurzeit aufgestellt. Das Amt für Wald, Wild und Fischerei hat im Voranschlag 2011 (Investitionen) einen Betrag von 900 000 Franken für den Bau dieser Fischzucht vorgesehen. Die Arbeiten in Verbindung mit dem Projekt Hinterem Horn im Landwirtschaftsareal von Bellechasse haben begonnen. Die für dieses Projekt investierten Mittel belaufen sich auf 200 000 Franken.

Massnahme Nr. 22: Wald

Die Instandstellung der Infrastruktur in den Wäldern und Alpen ist Gegenstand einer detaillierten Planung. Die Arbeiten werden 2010/11 über einen Betrag von 200 000 Franken pro Jahr durchgeführt werden. Der Bund hat angekündigt, dass er im Rahmen seiner Stabilisierungsmassnahmen einen zusätzlichen Betrag von 300 000 Franken für den Bereich «Waldbiodiversität» der Programmvereinbarung 2008–2011 bereitstellen wird. Der Anteil des Kantons Freiburg wurde ursprünglich auf 240 000 Franken geschätzt. Da das Verhältnis zwischen dem Pauschalbetrag des Bundes und dem Beitrag des Kantons Freiburg von Massnahme zu Massnahme unterschiedlich ist, wird sich der Anteil des Kantons, der über den Plan zur Stützung der Wirtschaft finanziert wird, nach der Aufteilung auf die verschiedenen Massnahmen auf 270 000 Franken belaufen. Bis heute wurden im Rahmen der Massnahme «Wald» etwa 72 000 Franken ausgezahlt. Der Bau eines Forstzentrums im Sensebezirk wird auch über andere Quellen finanziert und ist Bestandteil eines Verfahrens, das vom Amt für Wald, Wild und Fischerei im Einvernehmen mit dem Hochbauamt geführt wird. Die Bauarbeiten haben am Montag, den 3. Mai 2010 begonnen. Die Finanzierung dieses Forstzentrums wird vollständig über den Voranschlag 2010 (einschliesslich der Übertragungen) und den Plan zur Stützung der Wirtschaft sichergestellt. Die Arbeiten werden bis Ende Jahr abgeschlossen sein, falls alles nach Plan verläuft.

Das Bauprojekt ist bereits unabhängig von den Massnahmen zur Stützung der Wirtschaft vorangeschritten. Heute ist die Vorstudie abgeschlossen und die Pläne sind bereit für die öffentliche Auflage. Der Finanzplan wird zurzeit aufgestellt. Zusätzliche finanzielle Mittel werden noch ausserhalb des Plans zur Stützung der Wirtschaft gesucht.

Massnahme Nr. 23: Strukturhilfe für die Landwirtschaft

Fünf Projekte wurden bewilligt. Dies entspricht einer Gesamtinvestition von 3 629 000 Franken. Die gewährten Bundessubventionen beliefen sich auf 350 000 Franken und der entsprechende kantonale Beitrag belief sich auf 400 000 Franken. Die Arbeiten sind im Gange. Zwei Projekte sind beendet und die gesamten dafür bereitgestellten Subventionen ausgezahlt. Die bis Mitte Juni ausgezahlten Subventionen belaufen sich auf 276 100 Franken für den Anteil des Bundes und auf 352 800 Franken für den Anteil des Kantons.

Massnahme Nr. 24: Revitalisierung der Alpwirtschaft

Produktionsstätten – Alphütten

Zweiundfünfzig Alphütten konnten in zwei vom Bund verlangten Losen subventioniert werden. Die Arbeiten wurden auf insgesamt 1 228 000 Franken veranschlagt. Die Subventionen des Bundes betragen 257 400 Franken und der entsprechende kantonale Anteil beträgt 497 000 Franken. Die Arbeiten, die Gegenstand von Verfügungen sind, werden zurzeit ausgeführt. Bis Mitte Juni haben die Bauherren dem Amt für Landwirtschaft zwei Endabrechnungen vorgelegt, die sich auf einen Betrag von 50 000 Franken belaufen.

Produktionsstätten – Wasserversorgung

Ein erstes Los von 14 Projekten wurde Anfang 2010 subventioniert. Demnächst werden die Verfügungen über die Gewährung von Beiträgen des Bundes und des Kantons für das 2. Los von 17 Alphütten ausgestellt werden. Daraus ergeben sich folglich 31 Projekte über einen veranschlagten Betrag von insgesamt 1 460 000 Franken, Bundessubventionen von 481 800 Franken und kantonalen Subventionen von 584 000 Franken, davon 146 000 Franken im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft. Die Arbeiten des ersten Loses, die Gegenstand von definitiven Verfügungen sind, werden zurzeit ausgeführt. Bis Mitte Juni wurden noch keine Auszahlungen getätigt.

Keller – Coopérative fribourgeoise des producteurs de fromage d'alpage

Das Projekt eines Reifungskellers in Charmey schreitet voran. Der Urheber des Projekts muss dessen Kosten noch veranschlagen. An der definitiven Wahl des Standorts wird zurzeit gearbeitet, Entscheidungen werden im Laufe des Sommers fallen.

Massnahme Nr. 25: Kommunikationsplan

Diese Massnahme ging am 20. Mai 2010 zu Ende. Im Rahmen dieser Massnahme wurden gemäss den Vorgaben des Staatsrats 18 Seiten in den wichtigsten Zeitungen des Kantons veröffentlicht. Die Staatskanzlei, die für diese Massnahme verantwortlich ist, wartet zurzeit noch auf die Schlussabrechnung. Es ist jedoch wahrscheinlich, dass diese Massnahme weniger kosten wird als ursprünglich veranschlagt. Die Wirkung dieser Massnahme auf die Leser wurde keiner besonderen Prüfung unterzogen. Die Herausgeber der betreffenden Zeitungen haben dagegen darauf hingewiesen, dass dank dieser Massnahme ein von der Krise besonders betroffener Sektor, der insbesondere einen markanten Einbruch bei den Werbeeinnahmen im Jahre 2009 erlitt, eine willkommene Unterstützung erhielt.

Massnahme Nr. 26: Aktion «Win-Win Lehrstellenförderung»

Die Aktion «Win-Win Lehrstellenförderung» ging im Herbst 2009 zu Ende. Sie hat es 17 motivierten Jugendlichen ermöglicht, einen Lehrvertrag oder Vorlehrvertrag abzuschliessen. Diese Massnahme bestand darin, die interessierten Personen besonders zu betreuen und sie mit Unternehmen in Kontakt zu setzen, die sie anstellen könnten.

Massnahme Nr. 27: Aktion «Interkantonaler Lehrstellentag»

Am 5. Mai 2010 fand der zweite Lehrstellentag statt. Zusammen mit 9 weiteren Kantonen (AG, BE, SO, ZH, ZG, SH, NE, JU) organisierte der Kanton Freiburg mit Unterstützung der Medien (insbesondere 17 Lokalradios) diesen Werbetag unter dem Motto «Berufsbildung als Chance», an dem es hauptsächlich darum ging, neue Lehrstellen zu finden. In diesem Rahmen bot das Amt für Berufsbildung als zusätzlichen Anreiz eine besondere Aktion zugunsten der Jugendlichen und Unternehmen an. Diese bestand in einem symbolischen Beitrag für Privatunternehmen für jede Lehrstelle, die sie am Aktionstag schufen. Für jede neue Lehrstelle wird den Unternehmen ein Check von 500 Franken für die Ausrüstung des neuen Lehrlingsplatzes ausgestellt. Bedingung ist, dass sie vor dem 31. August einen vom Amt genehmigten Lehrvertrag für den Schulanfang 2010 abschliessen. Im Verlauf

dieses Tages wurde die Schaffung von 34 neuen Lehrstellen angekündigt.

1.3 Plan zur Stützung der Wirtschaft: Stand der Ausgaben

Die bis heute im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft eingegangenen finanziellen Verpflichtungen sehen wie folgt aus:

Nr.	Massnahme	Bereitgestellte Beträge			Aktueller Stand	
		Freiburg	Bund	Total	Verpflichtete Beträge	Ausgegebene Beträge
1	Überbetriebliche Kurse	3.500	0.000	3.500	3.500	1.777536
2	Zuschüsse für die berufliche Eingliederung	0.800	0.000	0.800	0.800	0.306286
3	Lehrstellen in der Kantonsverwaltung	0.500	0.000	0.500	0.000	0.006347
4	Berufspraktika in der Kantonsverwaltung	3.000	3.000	6.000	2.170053	0.808207
5	Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten	0.760	0.084	0.844	0.844	0.054576
6	Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende	0.300	0.000	0.300	0.000	0.053460
7	Weiterbildung in Betrieb mit Kurzarbeit (KA)	3.500	0.000	3.500	0.000	0.198529
8	Zentrale Anlaufstelle	0.400	0.000	0.400	0.000	0.067855
9	Seed Capital	2.000	0.000	2.000	2.000	2.000
10	Innovationsfonds	3.000	0.000	3.000	3.000	0.000
11	Fibre to the Home (Glasfasernetz)	5.000	0.000	5.000	5.000	0.000
12	Kantonalstrassen	5.500	0.000	5.500	0.000	2.935342
13	Hochbau	2.465	0.000	2.465	0.000	0.4000
14	Gebäudesanierungen (Klimarappen)	1.000	1.000	2.000	1.538	0.506622
15	Gebäudeenergieausweis	0.200	0.200	0.400	0.000	0.153397
16	Photovoltaik	5.000	5.000	10.000	10.000	3.115695
17	Energiestadt (Förderung)	0.200	0.200	0.400	0.000	0.084744
18	Vorbereitungsarbeiten S-Bahn Freiburg	3.090	0.770	3.860	0.260	0.000
19	Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur	1.010	1.140	2.150	0.000	0.000
20	Haltestelle St-Léonard (Planungskosten)	0.490	0.000	0.490	0.260	0.254654
21	Biotop- und Artenschutz	1.650	0.812	2.462	0.350	0.873776
22	Wald	0.890	0.300	1.190	0.270	0.396300

Nr.	Massnahme	Bereitgestellte Beträge			Aktueller Stand	
		Freiburg	Bund	Total	Verpflichtete Beträge	Ausgegebene Beträge
23	Strukturhilfe für die Landwirtschaft	0.400	0.350	0.750	0.750	0.628900
24	Revitalisierung der Alpwirtschaft	1.500	0.739	2.239	0.528	0.032305
25	Kommunikationsplan	0.500	0.000	0.500	0.450	0.381252
26	Win-Win Lehrstellenförderung	0.017	0.000	0.017	0.017	0.017
27	Interkantonaler Lehrstellentag	0.036	0.000	0.036	0.036	0.000
	TOTAL	46.708	13.595	60.303	32.173	15.052783

1.4 Zwischenbilanz

Die Zwischenbilanz lässt den Schluss zu, dass die Massnahmen Früchte getragen haben. Als Beispiel kann angeführt werden, dass es dem Kanton Freiburg gelang, seine Arbeitslosenquote unter dem Schweizer Durchschnitt zu halten. Er verzeichnet ausserdem die tiefste Arbeitslosenquote aller Westschweizer Kantone. Es ist gewiss nicht einfach zu bestimmen, inwieweit der Plan zur Stützung der Wirtschaft die Freiburger Konjunktur beeinflusst hat. Es darf jedoch davon ausgegangen werden, dass gewisse Massnahmen (insbesondere die Massnahme Nr. 2 und die Massnahme Nr. 25) zur Vorbeugung von Arbeitslosigkeit beigetragen haben, entweder indem sie es Jugendlichen ermöglicht haben, eine Arbeit zu finden oder indem sie Kündigungen verhindert haben. Ebenfalls klar scheint, dass die Investitionen im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft es erlaubt haben, die Arbeitsplätze in bestimmten Wirtschaftszweigen zu erhalten. Doch angesichts der Ungewissheit bezüglich der Auswirkungen des Plans wurde eine wissenschaftliche Studie zu dieser Frage in die Wege geleitet. Der Grosse Rat wird über die Resultate dieser Studie informiert werden, sobald sie abgeschlossen ist.

1.5 Verlängerung der Massnahme Nr. 2 (Zuschüsse für die berufliche Eingliederung von Jugendlichen mit abgeschlossener Ausbildung): aktuelle Lage

Allgemeines

Die ZbEJ (Eingliederungszuschüsse) werden zurzeit durch das Dekret vom 18. Juni 2009 über den Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg und zwar über die Artikel 3 bis 6 geregelt. Diese Zuschüsse werden in Anwendung von Artikel 4 des Dekrets für Arbeitsverträge gewährt, die über mindestens ein Jahr laufen und zwischen dem 1. Juli und dem 31. Dezember 2009 beginnen. Das Ausführungsreglement vom 18. August 2009 zum Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg sieht vor, dass es erlischt, sobald der vom Dekret vorgesehene Betrag aufgebraucht ist, spätestens jedoch am 31. Dezember 2013. In Anwendung von Artikel 4 des Dekrets kann diese Massnahme heute jedoch nicht mehr gewährt werden.

Wie weiter oben dargelegt, hatte die Massnahme grossen Erfolg. Nicht weniger als 120 Jugendliche konnten

dank der finanziellen Unterstützung, die den interessierten Arbeitgebern über den Plan zur Stützung der Freiburger Wirtschaft gewährt wurde, einen Arbeitsvertrag abschliessen. Insgesamt wurden Zuschüsse in der Höhe von knapp 800 000 Franken ausgezahlt. Dies entspricht dem Höchstbetrag, der über den kantonalen Beschäftigungsfonds für die Massnahme bereitgestellt wurde.

Es scheint angebracht, diese Massnahme vom 1. Juli 2010 bis am 31. Dezember 2010 zu verlängern. Abgesehen vom Erfolg der kantonalen Massnahme gilt es zu erwähnen, dass seit dem 1. Januar 2010 im Rahmen der 3. Stufe der Stabilisierungsmassnahmen ZbEJ des Bundes gewährt werden können. Wie aus der untenstehenden Tabelle hervorgeht, sind jedoch die Bedingungen für die Bewilligung dieser beiden Massnahmen nicht identisch:

	Zuschüsse des Bundes	ZbEJ des Kantons gemäss Plan zur Stützung der Wirtschaft vom 18. Juni 2009
Gesetzesgrundlage	Art. 2 LStab Art. 8, 16, 65 und 66 AVIG	Art. 3 bis 6 des Dekrets Ausführungsreglement
Bedingungen für die Bewilligung	1. Die angestellte Person hat das 30. Altersjahr noch nicht vollendet 2. Sie erfüllt seit mindestens 6 Monaten die Anspruchsvoraussetzungen der Arbeitslosenversicherung 3. Sie verfügt über wenig Berufserfahrung (weniger als 12 Monate) 4. Sie steht nicht bereits im Genuss von Einarbeitungszuschüssen oder Ausbildungszuschüssen im Sinne von Artikel 65 und 66 AVIG 5. Der angebotene Arbeitsvertrag muss unbefristet sein 6. Der Lohn muss berufs- und ortsüblich sein	1. Idem 2. Diese Bedingung wird nicht gestellt 3. Der Berufsbildungs- oder Studienabschluss liegt weniger als zwölf Monate zurück 4. Diese Bedingung wird nicht gestellt, da der Leistungsempfänger nicht arbeitslos gemeldet sein muss 5. Der Arbeitsvertrag muss mindestens über ein Jahr laufen 6. Idem
Finanzhilfe	1000 Franken pro Monat für eine Vollzeitanstellung Bei Teilzeitanstellung Reduktion im Verhältnis zum Beschäftigungsgrad	20 % des monatlichen Bruttolohns, höchstens 1000 Franken pro Monat
Dauer	Höchstens 6 Monate, sofern die Rahmenfrist der versicherten Person noch läuft	Höchstens sechs Monate
Gültigkeit der Massnahme	Vom 1. Januar 2010 bis am 31. Dezember 2011	Für Verträge, die zwischen dem 1. Juli und dem 31. Dezember 2009 zu laufen beginnen.

Folglich ergänzen sich die beiden Massnahmen des Bundes und des Kantons gegenseitig.

Notwendigkeit, die Massnahmen des Bundes und des Kantons zu kombinieren

Während die Empfänger von Zuschüssen des Bundes arbeitslos gemeldet sein und die Bedingungen für den Bezug von Leistungen der Arbeitslosenversicherung erfüllen müssen, werden für die kantonalen ZbEJ keine derartigen Bedingungen gestellt. Diese Voraussetzung, um Beiträge

des Bundes zu erhalten, scheint ein grosses Hindernis zu sein, da sie bedeutet, dass sie nicht für Jugendliche bestimmt ist, die kurz vor Abschluss ihrer Lehre oder ihres Studiums stehen und noch nicht arbeitslos gemeldet sind. Die Massnahme kann folglich nicht für diese Berufsbildungs- und Studienabgänger vorgesehen werden, auch wenn es Arbeitgeber gibt, die dank einer finanziellen Unterstützung bereit wären, ihnen eine Stelle anzubieten. Das Amt für den Arbeitsmarkt war bereits mehrmals gezwungen, Zuschüsse des Bundes abzulehnen, während es kantonale ZbEJ hätte gewähren können.

Durch die Verlängerung der kantonalen Massnahme wäre es also möglich, die Massnahme des Bundes, die der Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit dient, durch die kantonale Massnahme zu ergänzen, die deren Vorbeugung zum Ziel hat. Denn die Lage der Jugendlichen auf dem Arbeitsmarkt hat sich erschwert. Aufgrund der bisherigen Erfahrungen und der Anreizwirkung der kantonalen Massnahme für die Unternehmen bietet diese Komplementarität ferner den **Vorteil, dass sich etliche Jugendliche nicht zuerst während sechs Monaten arbeitslos melden müssen, bevor sie Bundeshilfen erhalten und eine Stelle finden.** Der Staatsrat vertritt die Meinung, dass jungen Berufsbildungs- und Studienabgängern der Rückgriff auf Leistungen der Arbeitslosenversicherung erspart werden sollte.

Schliesslich muss auch das Ausführungsreglement vom 18. August 2009 zum Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg (berufliche Eingliederung von Jugendlichen nach der Ausbildung; SGF 900.64) geändert werden. Einerseits und entgegen den ursprünglichen Bestimmungen betragen die Zuschüsse nicht mehr 20 % des Bruttolohns bis höchstens 1000 Franken, wie Artikel 4 des aktuellen Reglements vorsieht. Damit die Massnahme des Bundes und die des Kantons gleichwertig sind, ist vorgesehen, dass sich der Betrag der Zuschüsse künftig auf 1000 Franken pro Monat und Arbeitsvertrag beläuft. Dieser Betrag wird jedoch bei Teilzeitanstellungen im Verhältnis zum Beschäftigungsgrad gekürzt.

1.6 Verlängerung der Massnahme: Dauer und Kosten

Wie weiter oben erwähnt, drängt sich eine Verlängerung der Massnahme vom 1. Juli 2010 bis zum 31. Dezember 2011 auf. Die Kosten dieser Verlängerung werden auf 1 Million Franken geschätzt. Ungefähr 150 junge Berufsbildungs- und Studienabgänger werden dadurch in der Zeitspanne 2010/2011 zusätzlich von ZbEJ profitieren können. Dieser Betrag könnte über den kantonalen Beschäftigungsfonds finanziert werden, wie dies bereits im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft geschah (800 000 Franken, die über den Fonds finanziert wurden). Die Mittel des Fonds scheinen dafür auszureichen, denn bis am 31. Dezember 2009 (das heisst auf Ende der Massnahme nach geltendem Dekret), belief sich das Fondsvermögen auf etwa 11 Millionen Franken.

1.7 Referendum

Da der Dekretsentwurf keine bedeutenden Mehrausgaben verursacht, die den Grenzbetrag überschreiten, untersteht er nicht dem fakultativen Finanzreferendum (weniger als 8 283 734 Franken; siehe Verordnung vom 26. Mai 2010 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten

Staatsrechnung; RSF 612.21). Er untersteht auch nicht dem Gesetzesreferendum.

2. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN ARTIKELN

Art. 1: Änderung des Dekrets vom 18. Juni 2009

Art. 4

Zurzeit sieht das Dekret vor, dass die Zuschüsse für Arbeitsverträge gewährt werden können, die zwischen dem 1. Juli und dem 31. Dezember 2009 beginnen.

Die geplante Verlängerung der kantonalen ZbEJ verlangt, dass Artikel 4 des Dekrets dahingehend geändert wird, dass die Zuschüsse für Arbeitsverträge gewährt werden können, die zwischen dem 1. Juli **2010** und dem 31. Dezember **2011** beginnen, was dem Ende der Massnahme des Bundes entspricht.

Absatz 2 ist neu. Er sieht vor, dass die kantonalen Zuschüsse gemäss dem Dekret nicht gewährt werden können, falls bereits Zuschüsse des Bundes bewilligt wurden.

Art. 5 Abs. 2

Die Änderung von Artikel 5 Abs. 2 des Dekrets berücksichtigt die Tatsache, dass ein zusätzlicher Betrag von einer Million Franken benötigt wird. Dieser Betrag wird über den kantonalen Beschäftigungsfonds finanziert und wird anhand der Bedürfnisse in den Rechnungsjahren 2010 und 2011 über den Fonds bezogen werden. Der gemäss Artikel 5 Abs. 2 des Dekrets vorgesehene Höchstbetrag wird folglich von 800 000 Franken auf 1 800 000 Franken angehoben.

Art. 2 Inkrafttreten

Das Inkrafttreten dieses Dekrets ist auf den 1. Juli 2010 festgelegt. Ab diesem Datum werden wieder Anträge auf kantonale Zuschüsse gestellt werden können.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Dekretsentwurf zu verabschieden.

Décret

du

modifiant le décret relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le règlement du 18 août 2009 d'exécution du plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg (insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation);

Vu le message du Conseil d'Etat du 14 juin 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

Arrête:

Art. 1

Le décret du 18 juin 2009 relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg (RSF 900.6) est modifié comme il suit:

Art. 4

¹ L'octroi de l'allocation est limité aux contrats de travail portant sur une durée minimale d'une année et dont le début intervient après le 1^{er} juillet 2010 et avant le 31 décembre 2011.

² Aucune allocation n'est allouée en application du présent décret lorsqu'une allocation similaire est accordée en vertu de la législation fédérale.

Art. 5 al. 2

² Ces allocations [*d'initiation au travail*] sont financées par le Fonds cantonal de l'emploi, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 1 800 000 francs.

Dekret

vom

zur Änderung des Dekrets über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Ausführungsreglement vom 18. August 2009 zum kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg (berufliche Eingliederung von Jugendlichen nach der Ausbildung);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 14. Juni 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Dekret vom 18. Juni 2009 über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg (SGF 900.6) wird wie folgt geändert:

Art. 4

¹ Die Zuschüsse werden nur gewährt, wenn der Arbeitsvertrag über mindestens ein Jahr läuft und zwischen dem 1. Juli 2010 und dem 31. Dezember 2011 beginnt.

² Keine Zuschüsse werden Betrieben gewährt, die ähnliche Zuschüsse gestützt auf die Bundesgesetzgebung erhalten.

Art. 5 Abs. 2

² Diese Zuschüsse [*Einarbeitungszuschüsse*] werden bis zu einem Gesamtbetrag von 1 800 000 Franken durch den kantonalen Beschäftigungsfonds übernommen.

Art. 2

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

² Il entre en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

Art. 2

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es tritt am 1. Juli 2010 in Kraft.